



**HAL**  
open science

**Philippe Hamman, dir., Ruralité, nature et environnement.  
Entre savoirs et imaginaires**

Emilie Kohlmann

► **To cite this version:**

Emilie Kohlmann. Philippe Hamman, dir., Ruralité, nature et environnement. Entre savoirs et imaginaires. Questions de communication, 2017. <hal-01848849>

**HAL Id: hal-01848849**

**<https://hal.science/hal-01848849v1>**

Submitted on 11 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Philippe HAMMAN, dir., *Ruralité, nature et environnement. Entre savoirs et imaginaires*

Toulouse, Éd. Érès, coll. Sociétés urbaines et rurales, 2017, 528 pages

Émilie Kohlmann

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11670>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.11670](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11670)

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 422-424

ISBN : 9782814305076

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Émilie Kohlmann, « Philippe HAMMAN, dir., *Ruralité, nature et environnement. Entre savoirs et imaginaires* », *Questions de communication* [En ligne], 32 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 04 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11670> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11670>

---

de l'autorité charismatique précarise ceux qui, selon les normes managériales du moment, n'auraient pas la posture professionnelle attendue.

Attentifs, eux aussi, aux injonctions contradictoires portées par l'entreprise, Annick Schott et Zahir Yanat (pp. 129-140) interrogent le dispositif Responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour envisager en quoi celui-ci peut amener à consolider voire à réinstaller du lien social dans une entreprise caractérisée par la compétition. À partir d'un travail de terrain auprès d'une dizaine d'entreprises du bâtiment, les auteurs définissent trois prérequis au renforcement du lien social et à la réduction des inégalités : la reconnaissance, la confiance et le développement humain. Ces trois pré-requis informent sur de nouvelles figures de l'engagement au travail. Les salariés, appelés à s'impliquer subjectivement, sont, en retour, demandeurs d'un surcroît de sens et de gratifications. La RSE – dont on pourrait explorer la complexité oxymorique – pose la question du rôle sociétal de l'entreprise réhabilitée comme un lieu de reconnaissances et de reconstruction du lien social.

S'intéressant aux conditions de travail – et par répercussions aux conditions de vie – des enseignants-chercheurs de l'Université, Hélène Dufau (pp. 141-156) montre que l'accumulation des tâches amène les enseignants-chercheurs à faire des choix drastiques entre leur carrière et leur vie personnelle. Cette population se trouve confrontée à une « précarité temporelle » (p. 147) qui imprègne l'ensemble des pratiques et parcours professionnels. Même si elle est particulièrement prégnante pour les nouveaux recrutés et pour ceux qui ne seront jamais intégrés comme titulaires, la précarité n'épargne personne et étonne dans un milieu souvent considéré comme privilégié. Et Hélène Dufau de conclure : « Il n'est pas requis d'être désespéré, pas plus qu'il n'est facile d'être optimiste à ce sujet » (p. 156). Gageons qu'il est réaliste d'étendre cette réflexion à l'ensemble de l'ouvrage...

**Claudie Rey**

Citeres, université François-Rabelais – Tours, F-37000  
 claudie.rey@univ-tours.fr

**Philippe HAMMAN, dir., *Ruralité, nature et environnement. Entre savoirs et imaginaires***

Toulouse, Éd. Érès, coll. Sociétés urbaines et rurales, 2017, 528 pages

Cet ouvrage retranscrit 16 des 35 interventions données lors du colloque interdisciplinaire « La ruralité entre savoirs et imaginaires » (2014).

Colloque comme ouvrage s'inscrit dans une volonté réflexive et reviennent sur un colloque de 1986 qui avait fait date en sciences humaines et sociales : « Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui ». Avec un recul de presque 30 années, les différents auteurs s'interrogent ainsi sur les évolutions des concepts de ruralité, nature et environnement. Découpé en quatre parties et soutenu par une introduction conséquente de Philippe Hamman, l'ouvrage se penche d'abord, grâce aux interventions d'auteurs présents au colloque de 1986, sur les évolutions notables qui ont eu lieu depuis dans l'agencement des trois concepts. En deuxième partie, cinq auteurs s'intéressent à la catégorie « agriculture ». Puis, c'est au tour de la ville de questionner le rural et la nature. Enfin, la quatrième partie met en exergue l'évolution du concept de « ruralité » et souligne sa complexité et sa multiplicité. Malgré la volonté interdisciplinaire affichée, les sciences humaines et sociales (SHS) sont représentées majoritairement par la sociologie et la géographie, avec quelques contributions, minoritaires, d'autres disciplines. Aucun représentant en revanche des sciences de l'information et de la communication, bien qu'on puisse lire dans certains textes des allusions à l'importance de la communication, comme stratégie pour les acteurs.

Loin d'être anecdotique, l'introduction (pp. 7-58) est un des points forts de l'ouvrage par le travail de synthèse effectué sur la question, ainsi que pour l'importante bibliographie proposée et qui reprend des ouvrages de référence sur le sujet (pp. 49-58). Philippe Hamman expose en quelques pages de façon très claire les principales problématiques : dualisme, lien au ruralisme, interdisciplinarité sciences humaines/sciences naturelles, notions floues, etc., tout en présentant quelques ouvrages et manuels clés. Sa lecture permet de mieux appréhender l'objectif poursuivi par les auteurs : « Il s'agit de sortir du dualisme nature-société (et des mises en opposition duales couramment associées, y compris rural-urbain) non par un monisme – qui serait un anthropocentrisme de l'environnement – mais par une triangulation pour concevoir ce qui fait "monde commun" » (p. 14). Elle s'effectue ici à partir des trois concepts centraux pour l'ouvrage : nature, environnement, ruralité, mais elle apporte également avec elle un ensemble de concepts secondaires comme territoire, urbanité ou paysage. La conclusion de Jean-Luc Piermay (pp. 485-498) fait écho à cette introduction puisqu'il souligne qu'en 25 ans ces trois termes principaux sont passés d'une relation hiérarchique à une relation triangulaire et qu'il insiste sur l'importance du concept de territoire pour échapper aux dualismes.

La première partie est la plus réflexive. Nicole Mathieu (pp. 61-89) y interroge l'évolution sémantique disciplinaire entre 1986 et 2014. La « ruralité », par exemple, n'existait pas encore dans les années 80. Autre différence notable, le contexte institutionnel de la recherche qui était plus « confiante en la valeur heuristique et [en] l'utilité sociale de la recherche interdisciplinaire » (p. 72). Elle indique les effets de cloisonnement entre scientifiques et politiques, et entre sciences naturelles et sociales, et sur la difficulté à en sortir. En définitive, elle insiste sur la dimension du collectif et invite à l'étendre aux questions sur la nature. Catherine Larrière (pp. 91-110) quant à elle repense la fin de la nature, cette « tradition française, philosophique aussi bien que sociologique, pour laquelle "la nature n'existe pas" » (p. 92). La philosophe propose, non pas de supprimer ces « grands partages » entre nature et société, mais de s'en servir comme repères, chacun des pôles permettant de caractériser l'autre. Plutôt que de supprimer le concept de nature, il conviendrait selon elle de le reconstruire dans une conception relationnelle de celle-ci (pp. 106-107). Jean-Louis Fabiani (pp. 111-132) rappelle ensuite que l'environnement a bouleversé la sociologie « en mettant en question le présupposé de l'autonomie du social » (p. 112). Néanmoins, avec le recul, sortir de la Modernité n'est pas encore effectif selon lui et la coupure nature-société subsiste dans ce qu'il considère comme une période de transition. Enfin, Aline Brochot (pp. 133-148) interroge la légitimité des politiques publiques de protection des espaces. Depuis les années 70, les modalités d'application et d'élaboration de celles-ci ont peu évolué, malgré les évolutions sémantiques : elles sont conçues par l'État, au niveau global et imposées au territoire et à ses habitants. De nombreux conflits en résultent. L'auteure conclut que ce n'est plus l'efficacité des politiques publiques qui est en question mais leur acceptabilité locale et leur équité sociale (p. 146).

Dans la deuxième partie, c'est la diversité de l'agriculture qui est mise en avant. Josiane Stoessel-Ritz (pp. 151-179) souligne les différences entre un imaginaire collectif fort autour d'une agriculture traditionnelle et des pratiques hétéronomes, en rupture avec espace local et ruralité. En analysant l'agriculture comme une activité sociale, elle met en lumière deux modèles : celui des sociétés rurales traditionnelles où « les solidarités se greffent sur un *ethos* qui s'exprime par l'attention aux autres et l'expérience commune d'un milieu durable vivant » (p. 161) et les sociétés rurales industrielles où se « signale un desserrement progressif des liens sociaux avec l'espace de proximité » (p. 163). Guillaume Christen (pp. 181-205) se demande si le modèle de l'agriculteur individualiste technicien est remis en

cause à travers l'introduction d'une nouvelle technique d'agriculture verte, la culture sans labour, pour lutter contre l'érosion des sols. Il s'agit ici du retrait d'une action mécanique, le labour, au profit d'une requalification des entités naturelles du sol comme agissantes (p. 189). Selon lui, cette pratique ne remet pas en cause fondamentalement ni la culture du maïs sur certains territoires mal adaptés, ni le modèle social agricole, mais se contente d'atténuer les dégradations de ces pratiques sur l'environnement. À sa suite, Lucie Lazaro et Corinne Eychenne (pp. 207-238) utilisent le concept d'externalités, emprunté aux sciences économiques, autour du pastoralisme pyrénéen. Les auteurs montrent l'existence de coopérations entre des acteurs multiples, dans des situations où les externalités auraient pu être l'objet de conflits. À l'échelle des territoires, celles-ci sont sources d'innovations institutionnelles et de démarches participatives. Laurence Granchamp (pp. 239-274) revient sur les catégories et représentations antagonistes de l'agriculture et de la ville. Un retour historique sur leurs relations révèle un phénomène d'invisibilité réciproque (p. 247). Les agriculteurs urbains n'entrent qu'avec difficulté dans la définition restrictive donnée par les organismes professionnels. La forme prise par l'agriculture urbaine dans les paysages des villes relève également de cette mise en invisibilité. Ces processus sont actuellement repensés pour « mettre en visibilité » fonction alimentaire et environnementale de l'agriculture dans les villes, et s'insérer dans la problématique de construction d'une ville durable. Enfin, Aurélie Choné (pp. 275-302) aborde une méthode agricole mal connue en France : la biodynamie. Elle expose son lien avec une conception idéologique, religieuse, biologique et sociale de la nature et du rapport de l'homme à celle-ci. Au-delà d'une simple présentation des origines de la biodynamie et de ses principes, l'auteure montre comment ceux-ci se sont diffusés et ont été appropriés par des mouvements sociaux très éloignés. Selon elle, cela traduit l'ambivalence de l'écologie dans sa dimension politique (p. 299).

En troisième partie, Hervé Marchal et Jean-Marc Stébé (pp. 305-327) s'intéressent au pré-urbain. Ni banlieue, ni périurbain, ni rural, ce territoire présente des transferts réciproques de pratiques et représentations de la nature entre urbains et ruraux et souligne l'importante complexité des territoires, en dehors de tout dualisme. Julian Devaux (pp. 329-374) quant à lui analyse comment la revendication « ici c'est du rural ! » met en avant un sentiment d'identité et de communauté. Cependant, l'étude plus précise de cette revendication dévoile sa polysémie puisqu'elle n'est pas mobilisée de manière identique par les groupes sociaux étudiés. Lise Bourdeau-Lepage (pp. 359-374) met en lumière le

renouveau du désir de nature dans les villes et les formes prises par celui-ci : bienfaits pour la santé, attractivité de certains quartiers, lutte contre la pollution, etc. L'auteure modère toutefois cette présentation positive de la réintroduction de la nature en ville en soulignant l'existence d'effets négatifs : prix des logements, allergies, etc., et invite à repenser l'ensemble pour construire une nouvelle façon d'habiter. Rémi Beau (pp. 375-399) se penche pour sa part plus particulièrement sur la friche et la reconsidération de la nature ordinaire, en opposition du caractère remarquable de celle-ci. La friche, espace où la dynamique naturelle n'est pas soumise à la domination de l'homme, y apparaît comme la proposition d'un nouveau rapport à la nature : celui du partenariat. Les expérimentations sociales menées autour de friches étudiées par l'auteur mettent également en avant des espaces de coopération, d'échanges de savoir et de techniques entre humains. Si l'auteur postule que celles-ci peuvent « essaimer dans la société tout entière » (p. 395), la question du comment reste néanmoins en suspens.

Dans la quatrième partie, Marc Gladieux (pp. 403-424) analyse la conception de l'environnement à travers les articles d'une association professionnelle d'agriculture paysanne en Allemagne. Le terme y est employé de manière protéiforme, inséré dans une stratégie de communication, et conçu comme « un enjeu central dans les oppositions, réelles ou factices qui, résultant d'intérêts divergents, irriguent le débat économique-politique » (p. 421). Steve Hagimont (pp. 425-453) nous fait repartir dans les Pyrénées afin de saisir l'évolution du tourisme montagnard et du regard porté sur ces paysages depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce rétrospectif permet de comprendre les regards portés sur la montagne comme des superpositions plus que comme des successions. On y découvre les rapports de force exercés qui légitiment certains usages plutôt que d'autres, des tourisms plutôt que d'autres. Enfin, Corinne Larue (pp. 455-484) revient sur la question du renouveau de l'espace rural et sur le cadre institutionnel qui l'accompagne. Elle rappelle la multifonctionnalité de l'espace rural mais met particulièrement en lumière l'importance de la prise en compte des acteurs locaux dans les projets et leur implication dans la construction d'un intérêt collectif territorialisé.

Pour conclure, malgré une vision parfois encore constructiviste de la nature dans plusieurs chapitres, cet ouvrage présente un intéressant tour d'horizon de travaux récents menés sur le sujet, tous accompagnés de bibliographies bien construites. Il permet ainsi de contextualiser et d'enrichir des recherches pour lesquelles les sciences de l'information et de

la communication pourraient avoir une place plus importante, comme le prouvent les allusions fréquentes à son influence dans les stratégies des acteurs sociaux.

Émilie Kohlmann

Gresec, université Grenoble Alpes, F-38000

emilie.kohlmann@aposte.net

**Philippe LABRECQUE, *Comprendre le conservatisme en quatorze entretiens***

Montréal, Éd. Liber, 2016, 202 pages

Le présent ouvrage propose quatorze entretiens de dix à vingt pages chacun précédés d'une brève introduction pour « comprendre le conservatisme », face au constat censément dressé par l'auteur d'une méconnaissance de ce dernier, dans la mesure où il est « de nos jours souvent mal compris, caricaturé et raillé » (p. 10). Ce faisant, il vise à contribuer à remettre les grandes questions philosophiques et politiques au cœur de nos sociétés et l'aider à mieux saisir « l'état réel de la modernité avancée » (p. 11).

Les personnes interrogées sont David Azerrad (États-Unis), Jacques Beauchemin (Canada), Theodore Dalrymple (Grande-Bretagne), Patrick Dionne (Canada), Xavier Gélinas (Canada), Victor Davis Hanson (États-Unis), William Kristol (États-Unis), Heather Mac Donald (États-Unis), Harvey C. Mansfield (États-Unis), Jan Marejko (Suisse), Roger Scruton (Grande-Bretagne), Travis D. Smith (Canada), Laetitia Strauch-Bonart (France), Edward West (Grande-Bretagne), soit en majorité des penseurs relevant de ce mouvement (cinq Canadiens, quatre Anglais, trois Américains) ou bien qui s'y rattachent (un Suisse et une Française, qui elle-même est tournée vers le libéralisme anglo-saxon). Il peut s'agir d'universitaires philosophes (Roger Scruton, Travis D. Smith, Jan Marejko), sociologues (Jacques Beauchemin), spécialistes de science politique (Harvey Mansfield, William Kristol), d'intellectuels et de commentateurs plus ou moins impliqués dans des *think tank* ou des revues (David Azzerat, Laetitia Strauch Bonart, Xavier Gélinas, Patrick Dionne, Theodore Dalrymple, Victor David Hansen, Heather McDonald, Edward West).

L'auteur avait pour objectif de faire sentir la diversité du conservatisme. Celles-ci peuvent se laisser appréhender dans la manière dont les personnes interviewées choisissent de définir le conservatisme. Pour certains, il est un « tempérament » (David Azzerad, p. 13 ; Laetitia Strauch-Bonart, p. 30), une « sensibilité » (Xavier Gélinas, p. 57), une « disposition » (Travis D. Smith, p. 100 ; Jan Marejko, p. 111 ; Theodor Dalrymple, p. 123 ; William Kristol, p. 173) « à l'endroit du concret acquis